



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 16 mars 2016 — N° 152

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Trois-Rivières sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de fondation de la Jeune Chambre de la Mauricie.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Projet Ambassadeurs du Centre matapédien d'études collégiales.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Saluer la campagne provinciale « Sans oui, c'est non! ».*
- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Avril, le Mois de la Jonquille.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Félicitations Ariane pour ton implication afin de démystifier l'épilepsie.*
- La députée de Gouin sur le sujet suivant : *Joyeux 20^e anniversaire à Imprime-Emploi.*
- Le député de Saint-François sur le sujet suivant : *Félicitations à l'organisme SERCOVIE (Service communautaire à la vie).*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Mme Antoinette Yvoni, 102 ans.*
- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Félicitations à M. René-Jean Grondin, qui a remporté le titre de bénévole de l'année lors du Gala reconnaissance de l'action bénévole.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Semaine québécoise de la déficience intellectuelle.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 7) Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le **3 décembre 2015**
- 8) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 9) Projet de loi n° 75
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **23 février 2016**

10) Projet de loi n° 79

Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature

Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

11) Projet de loi n° 81

Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux 24 novembre 2015

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 mars 2016**

12) Projet de loi n° 85

Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

13) Projet de loi n° 86

Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire

Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **4 décembre 2015**

14) Projet de loi n° 88

Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales

Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **18 février 2016**

Étude détaillée en commission

15) Projet de loi n° 59

Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes

Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015

Principe adopté le **19 novembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

16) Projet de loi n° 70

Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016

Principe adopté le **10 mars 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

17) Projet de loi n° 74

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015

Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015

Principe adopté le **19 novembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

18) Projet de loi n° 76

Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015

Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015

Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 19) Projet de loi n° 77**
Loi sur l'immigration au Québec
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 20) Projet de loi n° 83**
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1^{er} décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 8 mars 2016
Principe adopté le **15 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 21) Projet de loi n° 87**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 22) Projet de loi n° 89**
Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil
Présenté par la ministre de la Justice le 16 février 2016
Principe adopté le 23 février 2016
Rapport de la Commission des institutions déposé le **15 mars 2016**

Adoption

- 23) Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
27 novembre 2015
Principe adopté le 4 décembre 2015
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 24) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 25) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 26) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 27) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 29) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 33) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 38) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 39) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 41) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 43) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 44) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 45) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 46) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 47) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 48) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 49) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 50) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

Étude détaillée en commission

- 52) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 53) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 54) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 55) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 56) Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 57) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 58) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

59) 16 février 2016

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

60) 15 mars 2016

Motion de la députée de Montarville :

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse l'apport économique et social que procure au Québec une immigration dont le volume respecte notre capacité d'accueil et d'intégration;

QU'elle prenne acte que plusieurs intervenants des milieux municipal, communautaire et économique sont préoccupés par notre incapacité actuelle à accueillir, intégrer et franciser tous les immigrants admis au Québec;

QU'elle demande au gouvernement de tenir compte du contexte actuel et de ne pas hausser les seuils d'immigration.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Livre vert intitulé « Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale » (mandat confié le 8 mars 2016).

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (mandat confié le 15 mars 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

Interpellation :

- Du député de Gaspé à la ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional sur le sujet suivant : *Le manque de vision du gouvernement en matière de développement des régions* (avis donné le 10 mars 2016).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 86**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire (mandat confié le 11 février 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 64**, Loi sur l'immatriculation des armes à feu (mandat confié le 10 mars 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 77**, Loi sur l'immigration au Québec (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

148) M. Lisée (Rosemont) – **11 février 2016**

À la ministre responsable du Travail

- Combien de demandes d'arbitrage ont été reçues au total, par mois, depuis 2012?
- Combien de demandes d'arbitrage reçues proviennent des RI-RTF, par mois, depuis 2012?
- Combien ont été entendues en arbitrage et quand?
- Quel est le délai moyen?
- La ministre est-elle satisfaite du délai?
- Que compte-t-elle faire pour réduire ce délai?
- Est-ce que la ministre a l'intention de nommer de nouveaux arbitres pour procéder plus rapidement aux auditions? Si oui, quel est son échéancier?
- Envisage-t-elle de fixer des délais pour que les auditions se tiennent obligatoirement à l'intérieur d'un nombre de jours raisonnable

149) Mme Lamarre (Taillon) – **16 février 2016**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Dans son rapport déposé en novembre 2015, le Vérificateur général (VG) a fait la démonstration, après analyse des ententes conclues entre le gouvernement libéral et les fédérations médicales, que des sommes supplémentaires ont été accordées aux médecins lors de la conclusion de l'entente sur l'étalement des hausses salariales. On peut lire, en page 21 du chapitre 2 du rapport, que : « [l]orsque les protocoles d'accord ont été entérinés, les sommes à étaler sur huit ans, soit 5675,6 millions de dollars (tableau 6, ligne B), ont été surévaluées de 148,5 millions par rapport aux sommes restantes à verser selon les modalités prévues dans les ententes de rémunération, soit 5527,1 millions ».

Dans ses commentaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux mentionne que : « [a]u paragraphe 50, le Vérificateur général indique que les sommes à étaler ont été surévaluées de 148,5 millions de dollars sur la durée de l'entente. S'il y a eu réellement une erreur, le MSSS procédera à la correction de celle-ci » (page 37 du rapport du VG, chapitre 2).

- De quelle façon le gouvernement compte-t-il récupérer les 148,5 millions de dollars versés en trop aux médecins à la suite de la signature d'une entente sur l'étalement de leurs hausses salariales?
- Comment procédera-t-il à la correction de son erreur?

150) Mme Roy (Montarville) – **17 février 2016**

À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Le 3 février dernier, la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation déclarait que l'entreprise américaine Lowe's lui avait donné des garanties relativement au maintien des emplois et du siège social de l'entreprise RONA à Boucherville. Par contre, elle reconnaissait le 9 février dernier qu'ultimement, c'est le gouvernement fédéral qui décidera si les garanties fournies par Lowe's afin d'acquérir RONA sont suffisantes pour approuver cette transaction.

Or, un flou demeure concernant la façon dont ces garanties lui auraient été données par l'entreprise Lowe's. J'aimerais donc connaître précisément sous quelle forme lui ont été formulées ces garanties : peut-elle me confirmer si elles ont été données de façon orale ou de façon écrite?

Peut-elle également déposer l'ensemble des documents fournis par Lowe's qui détaillent quelles sont ces garanties, notamment concernant le maintien des emplois et du siège social à Boucherville?

Enfin, à la lumière des garanties qui ont été données à la ministre, peut-elle m'indiquer exactement combien d'emplois l'entreprise Lowe's prévoit-elle maintenir au siège social de Boucherville, et ce sur quelle période de temps?

152) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **25 février 2016**

Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

En septembre 2013, dans un avis intitulé *Un engagement collectif pour maintenir et rehausser les compétences en littératie des adultes*, le Conseil supérieur de l'éducation recommandait à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque (recommandation 10, p. 142) une augmentation substantielle du budget affecté au Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation. Le Conseil soulignait le bien-fondé de l'existence de deux réseaux d'organismes qui offrent des services d'alphabétisation, le réseau scolaire et le réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation.

Le 15 septembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion reconnaissant l'ampleur du problème d'analphabétisme au Québec ainsi que le rôle essentiel joué par les groupes populaires d'alphabétisation dans leur communauté pour contrer ce problème.

Quatre mois plus tard, le 12 janvier 2016, le député de Charlesbourg, alors ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tenait publiquement des propos remettant en cause le financement accordé aux organismes d'alphabétisation indiquant vouloir « évaluer les sommes qui sont à [sa] disposition (et voir) où il faut les placer pour faire la différence ».

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes :

- Est-ce que le ministre entend respecter les conventions d'aide financière 2015-2018 de chaque organisme d'alphabétisation financé par le PACTE?
- Qu'entend faire le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour consolider financièrement les organismes d'alphabétisation dont le rôle essentiel a été reconnu par l'ensemble des élus de l'Assemblée nationale le 15 septembre dernier?

153) M. Turcotte (Saint-Jean) – **25 février 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 15 septembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion sur l'alphabétisation.

Quatre mois plus tard, le 12 janvier 2016, le député de Charlesbourg, alors ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tenait publiquement des propos remettant en cause le financement accordé aux organismes d'alphabétisation, indiquant vouloir « évaluer les sommes qui sont à [sa] disposition [et voir] où il faut les placer pour faire la différence ».

Les 128 organismes d'alphabétisation, reconnus et financés par le ministère de l'Éducation, par le biais du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), ont fait état en mai 2015 de demandes financières de l'ordre de 22 052 551 \$, alors que leur financement total équivalait à 12 817 185 \$ pour l'année 2015-2016. Cela représente une différence de plus de 9,2 millions de dollars. Ils ont également renouvelé leur convention d'aide financière triennale respective au printemps dernier, indiquant le montant auquel chaque organisme a droit pour les années 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Enfin, en septembre 2013, dans un avis intitulé *Un engagement collectif pour maintenir et rehausser les compétences en littératie des adultes*, le Conseil supérieur de l'éducation recommandait à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque (recommandation 10, p. 142) :

[...] dans le cadre du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation, d'assurer à court terme la consolidation financière du réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation déjà accrédités et, à moyen terme, par une augmentation substantielle du budget affecté au programme, de voir au déploiement du réseau par l'accréditation de nouveaux groupes.

- Quelles sont les intentions du ministre au niveau du financement pour les prochaines années quant à la reconnaissance et au financement des 128 organismes d'alphabétisation financés par son ministère?
- Les conventions d'aide financière 2015-2018 de chaque organisme d'alphabétisation financé par le PACTE seront-elles respectées?
- Est-ce que le ministre de l'Éducation entend donner suite à la recommandation du Conseil supérieur de l'éducation concernant la consolidation financière du réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation reconnus en vertu du PACTE, d'une part en indexant la subvention annuelle de chaque organisme, et, d'autre part, en injectant des sommes supplémentaires dans leur financement à la mission?

- 154) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **10 mars 2016**
Au président du Conseil du trésor

Dans le cadre des « lundis de Manon », une journée porte ouverte mensuelle où tous les citoyens et organisations de la circonscription sont invités à venir discuter de leurs préoccupations avec leur députée, la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques a rencontré Olivia Collette, membre impliquée du Groupe d'action citoyenne du Marché Voyageur, un regroupement de citoyens engagés qui aimerait convertir l'ancienne gare d'autocars à Montréal en un marché public intermodal. Ce marché public serait un carrefour alimentaire qui regrouperait sous un même toit de l'agriculture urbaine, de l'énergie solaire, des initiatives d'insertion sociale, des entreprises qui offrent des produits du terroir et qui favorisent l'économie locale.

Considérant que le projet de transfert des employés de Revenu Québec dans l'ancienne gare d'autocars aux angles des rues de Maisonneuve et Berri est sur la glace depuis 2013 et qu'aucune orientation claire quant à l'avenir de ce lieu n'a été annoncée depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, je demande au président du Conseil du trésor, qui est responsable de la Société québécoise des infrastructures, de répondre aux questions suivantes :

- 1) Puisque le projet des tours pour Revenu Québec est sur les tablettes et qu'aucun échéancier n'est prévu, qu'est-ce que la Société québécoise des infrastructures entend faire de l'îlot voyageur sud et de l'ancienne gare d'autocars abandonnée?
- 2) Est-ce que le gouvernement est prêt à considérer un modèle de développement immobilier bien ancré dans la communauté et mettant de l'avant les principes de développement durable pour l'îlot voyageur sud, au lieu d'un modèle à haute densité destiné aux promoteurs immobiliers privés?

- 155) M. Paradis (Lévis) – **10 mars 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 28 avril 2015, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a souligné le travail important que font les préposés aux bénéficiaires dans le réseau de santé. Je l'ai questionné sur la possibilité de rencontrer la Fédération des préposés aux bénéficiaires du Québec qui travaille depuis longtemps pour mettre sur pied une corporation professionnelle à adhésion obligatoire afin de protéger le public et bien encadrer le travail des préposés. Le ministre a rencontré les représentants de la Fédération le jour même et s'est engagé à analyser la proposition de la Fédération.

Près de 75 000 préposés aux bénéficiaires travaillent dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles. Ils sont pratiquement les seuls professionnels du réseau de la santé qui donnent des soins et services directs aux patients et dont le travail n'est pas encadré par aucune norme. D'ailleurs, il s'agit d'une recommandation écrite noir sur blanc dans un rapport d'un coroner.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Où en sont les travaux du MSSS sur le projet d'une corporation professionnelle des préposés aux bénéficiaires et quand le ministre entend-il y donner suite?
- b) Y a-t-il des budgets prévus pour réaliser ce projet et si oui, peut-il nous en donner la ventilation?

- 156) M. Paradis (Lévis) – **15 mars 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 23 février 2016, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a déclaré qu'une circulaire sur les tarifs de stationnement dans les établissements du réseau de la santé est actuellement en révision et que de manière informelle, le réseau de la santé a été avisé d'adapter les choses à la situation des patients.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Quelles sont les directives déjà envoyées de manière informelle au réseau de la santé?
- b) Quels sont les nouveaux principes derrière la prochaine révision des tarifs de stationnement?

157) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de l'augmentation du ratio dette/PIB pour le Québec.

Malheureusement, la faible croissance économique des dernières années n'a pas permis au Québec de diminuer sa dette en proportion du PIB. Le service de la dette est d'ailleurs devenu un poste budgétaire important et exerce une pression de plus en plus forte sur les finances publiques du Québec.

Le ministre des Finances reconnaît-il que l'augmentation du ratio dette/PIB au cours des dernières années résulte en bonne partie de la faible croissance économique que vit le Québec? Est-ce que le ministre reconnaît que le ratio de dette brute en fonction du PIB, tel que présenté à la page E.4 de la mise à jour économique de novembre 2015, est supérieure à ce qu'il était prévu lors du dépôt du budget 2015-2016? Si oui, quelles actions précises entend-il poser afin de notamment réduire le ratio dette/PIB du Québec?

158) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances concernant la baisse de la prévision de la croissance économique par le gouvernement.

En effet, le gouvernement est passé d'une prévision de croissance économique de 2% dans son Budget 2015-2016 à une prévision de 1,5% à l'occasion de sa mise à jour économique du 26 novembre 2015. Pendant ce temps, les prévisions de croissance de grandes banques canadiennes étaient nettement inférieures. La Banque nationale prévoyait une croissance de 0,9% et le Mouvement Desjardins une croissance de 1,1%.

Comment le ministre des Finances explique-t-il que ses prévisions de croissance économique aient été environ deux fois supérieures aux prévisions des grandes banques canadiennes? Peut-il également nous chiffrer précisément le manque à gagner résultant de sa révision à la baisse des cibles de croissance économique prévues au Budget 2015-2016?

159) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances concernant l'écart important entre la prévision de croissance du PIB nominal prévue au cadre financier 2014 du Parti libéral du Québec et la croissance réelle du PIB nominal au cours des deux dernières années financières.

Le cadre financier du Parti libéral du Québec présenté le 18 mars 2014 prévoyait une croissance du PIB nominal de 4,5% par année, grâce notamment à l'apport du Plan Nord +, de la stratégie maritime et de mesures qui permettraient de favoriser l'essor de nos PME, de l'innovation et des exportations. Or, cette croissance ne s'est pas avérée car elle n'a atteint que 2,5% en 2014-2015 et 2,4% en 2015-2016.

Le ministre des Finances peut-il m'indiquer ce qui, à son avis, explique l'écart important entre les prévisions de sa formation politique en campagne électorale et les résultats réels en 2014-2015 et 2015-2016 concernant le PIB nominal? Reconnaît-il que son gouvernement a largement surévalué la croissance du PIB nominal lors de la dernière campagne électorale?

- 160) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de l'écart de croissance économique important entre le Québec et l'Ontario.

Peu avant la tenue de cette interpellation, la Banque royale du Canada a fait connaître ses prévisions de croissance économique pour les années 2016 et 2017. Selon elle, la croissance prévue en 2016 sera de 1,4% au Québec et de 2,3% en Ontario. Pour 2017, cette croissance sera de 1,8% au Québec et de 2,6% en Ontario. Ces prévisions confirment une tendance lourde dans les prévisions de nombreuses banques et organismes à vocation économique : l'écart de croissance économique entre l'Ontario et le Québec perdure et ne semble pas en voie de se résorber au cours des prochaines années.

J'aimerais savoir du ministre des Finances : est-ce qu'il prévoit lui aussi que cet écart de croissance économique entre le Québec et l'Ontario se maintiendra au cours des deux prochaines années? Est-il inquiet de cet écart et croit-il nécessaire de poser des gestes concrets afin de réduire cet écart de croissance économique et, d'ici quelques années, de le résorber? Si oui, quelles actions concrètes entend-il poser afin que le Québec ne soit plus en retard sur l'Ontario concernant sa croissance économique?

- 161) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances sur la stagnation du taux de chômage au Québec et l'écart de celui-ci avec l'Ontario.

En effet, le 11 mars dernier, Statistiques Canada annonçait que le taux de chômage au Québec s'élevait à 7,6% au Québec. En Ontario, ce taux se chiffrait plutôt à 6,8%. Historiquement, le taux de chômage du Québec était plus élevé que celui de l'Ontario et du Canada, mais cet écart s'est peu à peu résorbé, connaissant une diminution importante depuis le tournant des années 2000. Il est même devenu négatif en janvier 2009, mais la situation actuelle démontre que le Québec a un retard à combler avec l'Ontario.

Le ministre des Finances partage-t-il le constat que le Québec a un retard face à l'Ontario concernant son taux de chômage et qu'il est nécessaire de résorber cet écart? Quelles actions concrètes a-t-il prévu mettre en place afin que le Québec rattrape ce retard face à l'Ontario?

162) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de la contribution additionnelle pour services éducatifs à l'enfance subventionnés.

Cette année, une nouveauté dans le rapport d'impôt 2015 concerne la ligne 434 par laquelle une contribution additionnelle sera exigée pour toute famille dont le revenu familial dépasse 50 000\$, selon le nombre d'enfants qui fréquentent le service de garde et le nombre de jours dans l'année pour lesquels la contribution de base doit être payée au service de garde.

Par exemple, une famille de deux enfants dont le revenu atteint 51 000\$ devra payer 280\$ en 2016. Une famille de deux enfants dont le revenu atteint 85 000\$ devra quant à elle payer 840\$ en 2016.

Le ministre des Finances reconnaît-il que son gouvernement a imposé une nouvelle hausse de tarifs substantielle aux familles du Québec? Reconnaît-il que cette mesure alourdira le fardeau fiscal des Québécoises et des Québécois, principalement ceux et celles de la classe moyenne? A-t-il évalué l'impact d'une telle mesure sur la croissance économique québécoise, et plus précisément sur la consommation des ménages?

163) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances concernant une disposition particulière du projet de loi 76, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal.

En effet, une des dispositions du projet de loi 76 présentement à l'étude devant la Commission des transports et de l'environnement prévoit que chaque propriétaire d'un véhicule qui se trouve dans une municipalité incluse dans la Communauté métropolitaine de Montréal pourrait se voir imposer une contribution supplémentaire de 45 \$ par année pour financer le transport en commun de la métropole. Considérant qu'une grande proportion des familles vivant dans les banlieues de Montréal possède deux véhicules, cette nouvelle taxe pourrait se chiffrer à 90 \$ pour celles-ci. Au total, plus de 1 million de propriétaires d'automobiles pourraient être touchés par cette nouvelle augmentation de taxe.

Le ministre des Finances a-t-il discuté de cette question avec son collègue des Transports? A-t-il évalué l'impact budgétaire et économique de cette nouvelle hausse du fardeau fiscal des contribuables, notamment sur la consommation des ménages? Peut-il déposer toute analyse réalisée par son ministère à ce sujet?

164) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de la proposition de baisser les impôts des particuliers du Québec.

Dans un contexte de faible croissance économique, ma formation politique a proposé plusieurs mesures visant à relancer l'activité économique. L'une d'entre elles consiste à réduire l'impôt des particuliers dans le but de stimuler la consommation des ménages, les dépenses de consommation représentant environ 60% du PIB au Québec. Cette mesure aurait aussi pour effet d'aider le commerce de détail, dans un contexte de nombreuses fermetures d'entreprises dans ce secteur important de l'économie québécoise.

Le ministre des Finances reconnaît-il que de baisser les impôts des particuliers aurait un effet bénéfique sur la croissance économique? Dans un contexte de retour à l'équilibre budgétaire, considère-t-il que cette proposition devrait être appliquée dès l'exercice 2016-2017? Si non, quelles autres mesures entend-il mettre en place pour stimuler la consommation des ménages et aider le commerce de détail?

- 165) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de l'augmentation inquiétante du nombre de faillites au Québec

Les dernières statistiques démontrent une augmentation tant des faillites que des offres de règlement au Québec. Comparativement à 2010, il y a eu 5 934 faillites et offres de règlement de particuliers supplémentaires au Québec. Pendant ce temps, il y avait une diminution de 16 684 faillites en Ontario et de 13 399 dans le reste du Canada. Uniquement en 2015, il y a 3 770 faillites de particuliers de plus au Québec qu'en Ontario, malgré le fait que notre population est inférieure de 5,5 millions de personnes.

Le ministre des Finances est-il au fait de cette situation inquiétante et si oui, quelles sont les actions qu'il entend mettre en œuvre afin d'inverser cette tendance lourde? S'est-il donné un objectif précis de diminuer le nombre de faillites et si oui, quel est-il?

- 166) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de l'idée de limiter l'augmentation des tarifs au niveau de l'inflation.

L'année dernière, je déposais le projet de loi n° 494, Loi sur la protection des contribuables prévoyant que toute augmentation de tarifs peut être autorisée à condition qu'elle soit inférieure à l'augmentation, exprimée en pourcentage, par rapport à l'année précédente, de l'indice des prix à la consommation pour le Canada publié par Statistique Canada. Celui-ci proposait qu'un organisme public doive, avant d'imposer une augmentation de charge qui concerne un contribuable, aviser le gouvernement de son intention et obtenir son autorisation préalable. Il prévoyait aussi que toute demande d'autorisation doit être accompagnée d'un rapport détaillé exposant les motifs qui justifient l'augmentation de charge.

Ce projet de loi faisait suite à de nombreuses augmentations de taxes et de tarifs imposées par le gouvernement ou par divers organismes publics ou parapublics dépassant largement le niveau de l'inflation.

Dans un contexte où les familles québécoises ont subi une hausse substantielle de leur fardeau fiscal au cours des deux dernières années financières, le gouvernement ne croit-il pas pertinent d'appliquer les mesures prévues au projet de loi n° 494 afin d'éviter, d'ici la fin du présent mandat, d'autres hausses de tarifs supérieures au niveau de l'inflation? Sinon, est-ce que le ministre est d'accord avec l'idée générale de limiter ces hausses au niveau de l'inflation et d'éviter des chocs tarifaires?

167) M. Bonnardel (Granby) – **15 mars 2016**
Au ministre des Finances

Lors de l'interpellation qui s'est déroulée le 11 mars dernier à la Commission des finances publiques sur le sujet « La nécessité d'une baisse du fardeau fiscal des citoyens et d'un plan de relance économique dans le contexte pré-budgétaire », et dont l'avis avait été donné le 25 février 2016, j'avais prévu questionner le ministre des Finances à propos de la promesse libérale de créer 250 000 emplois.

En effet, lors de la dernière campagne électorale, le Parti libéral du Québec avait promis de créer 250 000 emplois sur 5 ans. Dans son cadre financier présenté le 18 mars 2014, le Parti libéral avait d'ailleurs affirmé que « la croissance des revenus budgétaires prévus est compatible avec la création de 250 000 emplois au cours des 5 prochaines années. »

Or, il ne s'est pas créé 100 000 emplois au cours des deux dernières années au Québec et la croissance économique prévue au cours des deux prochaines années indique qu'il sera très difficile d'atteindre l'objectif de 250 000 emplois.

Dans ce contexte économique plus difficile et considérant les résultats obtenus lors des deux dernières années, est-ce que le ministre confirme qu'il se créera 250 000 emplois sur 5 ans, tel que promis par sa formation politique lors de la dernière campagne électorale? Sinon, peut-il nous indiquer quelle est la nouvelle cible de création d'emploi de son gouvernement?

168) M. Roberge (Chambly) – **16 mars 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

La première semaine dite « de relâche » au Québec a eu lieu en 1979, à l'instigation du commissaire scolaire Fernand Paradis, qui avait calculé que le taux d'absentéisme était plus élevé à la fin février. S'inspirant du congé scolaire en France, il retrancha alors une semaine aux vacances de Noël pour les déplacer en mars. Au fil du temps, cette pratique a été reprise dans toutes les commissions scolaires du Québec.

Ce congé favorise non seulement le rapprochement familial entre les parents et les élèves, il permet aussi aux enseignants, au personnel de soutien ainsi qu'à tous les intervenants du milieu de l'éducation de se ressourcer avant d'entreprendre la dernière étape de l'année scolaire.

Il est également bénéfique pour plusieurs industries saisonnières telles que les centres de ski, les bases de plein air hivernales et autres commerces saisonniers, qui accueillent un plus grand nombre de visiteurs, ce qui favorise l'économie québécoise et, par le fait même, les emplois dans les régions.

Or, à la suite d'un conflit entre le syndicat des enseignants et la commission scolaire des Hautes-Rivières, la semaine de relâche a été retranchée du calendrier scolaire 2015-2016 de cette commission scolaire. Cette décision a eu des impacts indésirables et malheureux, notamment une hausse marquée du taux d'absentéisme au cours de cette semaine.

Le ministre a-t-il été informé de cette situation fâcheuse et qu'entend-il faire pour remédier à la situation? A-t-il évalué la possibilité de modifier la Loi sur l'instruction publique pour rendre cette semaine obligatoire dans le calendrier scolaire de toutes les commissions scolaires?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 15 mars 2016
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel – *député de Borduas*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Motion de la ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

Approuve et fasse siennes l'ensemble des recommandations et justifications contenues au rapport du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales pour la période 2015-2019, déposé devant l'Assemblée nationale le 6 octobre 2015 par la ministre de la Justice, en précisant toutefois qu'il sera modifié à la recommandation 1 de la manière suivante, pour le motif exposé dans la lettre du président de ce comité déposée devant l'Assemblée nationale le 15 mars 2016 :

QUE les taux et échelles de traitement au 31 mars 2015 soient majorés de l'ordre de 10 %, sans indexation additionnelle reliée au coût de la vie, et d'étaler l'augmentation recommandée sur les quatre années visées, et ce, de la façon suivante tel qu'illustré ci-après :

- 2,5 % au 1^{er} avril 2015 (laquelle s'ajoute à l'ajustement de 1 % versé au 31 mars 2015);
- 2,5 % au 1^{er} avril 2016 (des échelles de traitement au 31 mars 2016);
- 2,5 % au 1^{er} avril 2017 (des échelles de traitement au 31 mars 2017);
- 2,25 % au 1^{er} avril 2018 (des échelles de traitement au 31 mars 2018).